et je lui ai prescrit de se tenir en communication constante avec ses collègues du corps diplomatique, parmi lesquels le plus complet accord n'a cessé de régner. Les légations étrangères viennent de notifier au gouvernement chinois et à l'impératrice douairière que l'insurrection devait prendre fin, car elle est une menace pour l'empire chinois et pour les intérêts européens, sans quoi les puissances interviendront pour leur propre compte."

Ensuite, le ministre des affaires étrangères a dit qu'un soulèvement du même genre s'était produit près de la frontière du Tonquin, et que, loin de diminuer, l'agitation se propageait; le consul de France à Langchéou avait été contraint de quitter son poste. " J'ai informé le consul qu'un détachement de troupes était à sa disposition s'il en avait besoin. Nous désirons défendre nos intérêts commerciaux, et nous n'avons pas soif de conquêtes."

Il est clair que l'attitude de la France, dans cette crise, est parfaitement correcte. Mais en est-il de même pour la Russie? Espérons que les puissances, en présence des périls dont sont menacés le christianisme et la civilisation occidentale en Chine, vont rester unies et mettre de côté toutes les préoccupations d'une politique égoïste. S'il faut donner à la Chine une grande leçon, qu'elles la lui donnent toutes ensemble en unissant leurs forces sans arrière-pensée.

Avant que cette chronique soit imprimée, de terribles événements peuvent se produire à Tien-Tsin, à Pékin et sur d'autres points de l'empire chinois. Chaque jour peut amener une complication nouvelle.

* * *

Dans ma dernière chronique, j'avais signalé la victoire parlementaire qui était venue consolider le ministère Waldeck-Rousseau au len demain de la secousse que lui avait donnée le triomphe des nationalistes aux élections municipales parisiennes. Depuis lors, il en a remporté une seconde, mais plus laborieuse et moins satisfaisante, à cause des incidents qui l'ont accompagnée. Le 29 mai, M. Boni de Castellane interpellait le ministère au sujet de la reprise de l'affaire Dreyfus et du discours prononcé par M. Joseph Reinach, à Digne. C'est au cours du débat sur cette interpellation que s'est produit un violent incident qui a eu pour résultat la démission de M. de Galliffet. Certains journaux avaient affirmé qu'un nommé Tomps, agent